

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

LA POSITION DU GOUVERNEMENT CONCERNANT LA MENACE SOVIÉTIQUE POUR L'OTAN

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Il s'agit de la contradiction entre la politique du gouvernement du Canada et celle du gouvernement des États-Unis au sujet de l'OTAN; chaque politique semble partir d'une interprétation différente du même document de l'OTAN sur la progression de la menace soviétique.

Sur la foi de ce document, le président Carter a dit que l'avance dont jouissait autrefois l'occident en matière militaire a été réduite, tandis que le premier ministre, en s'appuyant, je suppose, sur le même document, a dit qu'à son avis, aucun document de l'OTAN ne justifie de s'inquiéter de cette menace. Le vice-premier ministre expliquerait-il cette contradiction?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas en main ces documents, mais j'ai tenté de résoudre ce que le député considère comme une contradiction. D'une part, il est évident que le président des États-Unis parlait de la croissance de la puissance militaire de l'Union soviétique. L'OTAN elle-même a mis en chantier une étude des tendances à long terme à ce sujet.

Je crois que le premier ministre parlait de tout autre chose, soit l'atmosphère politique, ou encore la question de savoir s'il y aurait un retour à la guerre froide. Je crois qu'il existe une grande différence entre ces deux notions. Je fais la distinction entre la menace proprement militaire et la question de l'atmosphère politique de la guerre froide, et je crois que c'est à ce dernier point que le premier ministre faisait allusion.

● (1417)

M. Clark: Monsieur l'Orateur, voilà un bel effort pour établir une distinction. Le vice-premier ministre a parlé de deux documents. À notre connaissance, il existe non pas deux documents mais un seul. Cette distinction n'est pas établie dans les documents; elle n'apparaît que dans l'interprétation différente que les gouvernements américain et canadien donnent en ce qui concerne la signification de ces documents.

Ne serait-ce que pour rassurer la Chambre, le vice-premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement du Canada est officiellement d'avis que l'accroissement de la présence militaire soviétique en Europe centrale ne signifie pas que l'Union soviétique s'apprête à durcir son attitude dans ses relations avec l'Ouest? Le gouvernement prétend-il officiellement que le Canada n'a pas du tout à s'inquiéter de l'accroissement de la puissance militaire soviétique?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, telle n'est pas la position du Canada. Bien au contraire, le Canada estime que tout accroissement de la puissance militaire soviétique représente une grave menace, et c'est pourquoi le Canada a, ces dernières

Questions orales

années, pris un certain nombre de décisions importantes visant à maintenir à un très haut niveau sa contribution à l'OTAN.

M. Hees: Vous voulez dire à un niveau deux fois moins élevé par rapport à ce que nous avons promis initialement.

M. MacEachen: On procède en ce moment, à la Conférence au sommet de Washington, à une révision à long terme qui a d'abord fait l'objet d'une étude lors d'une rencontre des ministres de la défense. Le premier ministre déclarera officiellement aujourd'hui à Washington que le Canada est d'accord pour que l'on procède à cette analyse de la situation militaire.

M. Clark: Monsieur l'Orateur, on ne sait toujours pas pourquoi le premier ministre dit quelque chose à la télévision pour déclarer le contraire dans des communiqués officiels. L'avantage de cette tactique, c'est qu'elle habitue les autres pays du monde à une manie que nous devons supporter depuis longtemps au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le vice-premier ministre a fait allusion à la recrudescence de l'intervention soviétique non seulement en Europe mais aussi en Afrique, que ce soit de façon directe ou par l'intermédiaire de Cuba. Ce que les députés veulent savoir, et le vice-premier ministre trouve qu'il s'agit d'une question importante...

Une voix: Vous parlez pour vous.

M. Clark: Un député libéral dit que je parle pour moi. Peut-être bien que le rôle du Canada au sein de l'OTAN ne préoccupe pas les libéraux, mais nous nous en préoccupons.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Nous voulons que le vice-premier ministre nous dise ce que le gouvernement canadien entend faire. Quelles mesures il se propose de prendre pour faire face, selon les termes mêmes employés par le vice-premier ministre, à cette menace soviétique accrue et très grave en Europe et en Afrique? Dira-t-il à la Chambre quelles dispositions le Canada se propose de prendre ou l'apprendrons-nous encore une fois de Washington où le premier ministre parle en ce moment?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, il n'y a pas de nouvelle à apprendre directement ou indirectement de Washington.

M. Hees: Vous allez inventer maintenant.

M. MacEachen: Le Canada continue à accorder son soutien à l'alliance de l'OTAN comme force de dissuasion et comme assurance absolument indispensables à notre sécurité. Le premier ministre et ses collègues exposeront aujourd'hui de nouveau ce point de vue à Washington. Mon honorable ami se rendra compte que depuis plusieurs années, nous avons pris des mesures très importantes pour renforcer notre participation à l'alliance de l'OTAN. A la réunion au sommet de l'OTAN à laquelle je participais avec le premier ministre il y a deux ou trois ans, le premier ministre déclarait que notre apport serait efficace et conforme aux obligations que nos alliés s'attendent à nous voir assumer. C'est à cause de cela, par exemple, que nous avons acheté le nouveau char d'assaut et pris des engagements au sujet d'un avion de patrouille à long rayon d'action.